

# Enbata

Spécial logement

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
10 mars 2011  
n° 2169  
1,30 €

Qui loge au  
Pays Basque ?

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Une offre de réconciliation

**S** I le pouvoir espagnol et son opposition néo-franquiste n'entendent pas légaliser le nouveau parti de la gauche abertzale "Sortu", les organisations abertzale en revanche appellent toutes au retour de cette famille politique dans le jeu démocratique dès les élections municipales et provinciales de mai prochain. Chacun constate, en effet, qu'au-delà de la nécessité morale de la libre représentativité de toutes les options, y compris celle de l'indépendance, l'illégalisation de la mouvance Batasuna sert ou dessert les intérêts électoraux des grands partis en lice. On voit donc que la reconnaissance de Sortu dépasse largement le noble débat sur les grands principes car elle modifiera sûrement le panorama politique d'Hegoalde. Elle n'épargnera pas non plus les équilibres actuels du mouvement abertzale en Iparralde. Cette perspective est déjà au centre de réflexions sur le devenir de la plate-forme Euskal Herria Bai et de chacune de ses composantes. A commencer par Batasuna-Iparralde, légal dans l'Etat français, car les statuts de Sortu déposés à Madrid lui laissent peu de place dans ce parti dont les activités s'exerceront exclusivement sur le territoire de l'Etat espagnol. La présente conjoncture interpelle aussi Abertzaleen Batasuna en le ramenant à ses sources et à sa courte histoire. N'est-il pas né, il y a une quinzaine d'années, de la fusion de différents partis jusqu'alors très antagonistes, réalisant ainsi l'union structurelle de la gauche abertzale en Iparralde? N'a-t-il pas par la suite, à la naissance de Batasuna au Sud, subi une OPA à laquelle il a survécu au prix d'une scission au nom d'une stratégie politico-militaire qu'il refusait?

Nous voilà aujourd'hui à nouveau confrontés avec Sortu à une nouvelle donne. Elle est cependant moins radicale car la mouvance Batasuna a mis fin à sa stratégie politico-militaire,

celle de la complémentarité des luttes armées et électorales, tout comme elle adapte son organisation aux diversités des territoires historiques et renonce, entre autres, au même projet de part et d'autre de la Bidassoa. Les principes que s'est donnés Sortu rendent à présent quasiment caduque l'opposition idéologique entre AB et Batasuna. La vision politique d'AB est désormais partagée par les deux partis même s'il faudra du temps pour harmoniser les deux cultures militantes. Cela dépend beaucoup du comportement d'ETA qui, par son communiqué du cessez-le-feu du 10 janvier, entend rester en jeu et par voie de conséquence alimenter encore des solidarités. Cela dépendra aussi de l'obstination de Paris et Madrid à poursuivre la répression et son refus d'alléger la souffrance des presos.

Le temps est donc venu pour AB de prendre l'initiative de la réconciliation d'une gauche abertzale exclusivement consacrée au combat politique. Ce débat doit mûrir en son sein pour créer les conditions d'un effacement d'une scission désastreuse. Mais il faut, dès à présent, en donner des signes explicites en lançant à Batasuna, par la force d'une large assemblée de militants, une offre publique de réconciliation dont les modalités, le contenu et les échéances pourront être fixés entre les deux partenaires. Cette refondation accomplie, AB aura ainsi dépassé sa quête permanente d'union de la gauche abertzale qui paralyse sa capacité de force référente à tisser sans complexe tous types de liens, hexagonaux ou européens, jugés utiles à notre cause. Plus assuré sur ses bases, plus en adéquation entre ses élus et ses militants, cet AB-refondé prendra sa juste part à la nouvelle et plus vaste donne qui s'ouvre sur l'ensemble d'Euskal Herria.

## Euro-aginduari esker

**N**OLA ez azpimarratu Europe Ecologie eta Alderdi sozialistako hautetsi batzuk egin dituzten ihardukitzeak. Alice Leiciageçahar, Europe Ecologie-ko eskualdeko kontseilariak eta Kotte Ezenarro, Alderdi Sozialistako kontseilari orokorrak, besteak beste, fermuki salatu dute euro-agindua, salaketa bakarra gaindituz ere, ekintzetarot pasatuz. Azpimarratzekoa. Beste hautetsi batzuekin, gehienak abertzaleak, Segiko zortzi militante gazteak beren autoetan eraman dituzte. Leiciageçaharen kasuen, polizien mehatsuak zuzenean bizi ukan ditu, salatu dituen bezala prentsaurreko baten bidez. Izanen dira naski, ohartaraziko dutena hauteskunde garaian girela, eta ez dela propaganda soilik ikusi behar ekintza horietan. Berdin Hendaiko hauteskunde munizipalak hasiak direla... Baina erantzun gisa nola ez ohartarazi, ez hain aspaldi, salaketa bat bera ere ezinezkoa zela. Ekintzak gutiago. Aurore Martinen kasuak piztu zituen hautetsien lehen sustenguk, lehen euro-aginduaren ukapenak. Ehun bat hautetsi ez da gutti. Horietan auzapez batzuk, Borotra barne. Baina, Auroren kasuan, sustengua errazago izaiten ahal zen, agerikoa ez izanik ere batzuentzat, Aurorek frantses nazionalitatea ukanez. Frantziak ezin du frantses nortasuneko norbait kanporatu. Segiko zortzi gazte hauen sustengatzeak beste neurri bat

hartzen du: Euskal Herriko arazo politikoaren pean, bete betean sartzen dira. Gazte horiek sustengatzean, mezu azkar bat zabaltzen diete espainol eta frantses estatuari ere. Baina ez bakarrik. Zer dio Txingudiko, Iruneko auzapez sozialistak sustengu hortaz? Eta Patxi Lopezek, Euskal komunitateko Lehendakari sozialistak? Eta Paueko beste kontseilari orokorrek, bereziki sozialistek? Abertzale eta Alderdi Sozialistaren artean, aspalditik harremanak zailak izanak dira. Nehork ez duke ahantzia, Maitia sozialistaren bigarren itzuliko jarrera, Garaziko kantonaletan 1992an, ez eta Jean Mixel Galant-eri egin zioten ongi etorria Paueko Parlamentuan, 2001an, lehen kontseilari abertzalea bilakatu zelarik. Nola ez oroitarazi Mitterand baten hitz jatea euskal departamenduari buruz edo Espilondo baten hitzak abertzaleeri luzatuak...

NPA, Batasuna, Abertzaleen Batasuna, Alderdi Sozialista, Europe Ecologie, frantses Alderdi Komunista eta Front de Gauche alderdiko kideak ikusi dira larunbateko Angelu eta Baiona arteko gizakatean eta astearteko Hendaiko agerraldian. Elementu interesgarria Euskal Herriak bizi duen garai berri honetan. Iparraldeko ezker alderdi guziak ordezkatuak «euskal» gai baten inguruan, ikuspegi itxaropenez bete... euro-aginduari «esker».



## CETTE SEMAINE **TARTARO** S'EST ÉTONNÉ

# Aggiornamento nécessaire pour le monde abertzale ?

● Peio Etcheverry-Ainchart

**2**001-2011, dix ans bientôt écoulés depuis la scission de la gauche abertzale d'Iparaldea. Un bien triste anniversaire qui ne survient heureusement pas ici dans le même contexte qu'en Hegoalde, où l'on peut encore craindre que militants de Batasuna et d'Aralar ne soient pas à la veille de s'inviter à partager des côtelettes grillées par un beau soir d'été.

### Dix ans de perdus ?

Ici, au Pays Basque Nord, la situation est bien différente. Ce n'était pourtant pas gagné, il y a encore deux ans, lorsque AB (et EA) d'un côté et Batasuna de l'autre affrontaient les élections européennes avec des logiques différentes, la tension étant parfois pour le moins palpable. Mais cet épisode mis à part, les développements du contexte politique de ces dernières années ont favorisé une certaine «digestion» de la scission de 2001. Parmi ces développements, deux facteurs majeurs sont à distinguer, à mon avis. Le premier, l'expérience Euskal Herria Bai. Bien sûr, d'aucuns dans chaque camp porteront un regard parfois moins complaisant que le mien sur les trois campagnes que la coalition porte à son actif avant les cantonales de cette année. Mais sans entrer dans l'analyse des résultats, il me semble clair que le chemin mené en commun a permis et permettra toujours davantage d'aplanir les divergences pourtant réelles qui nous opposaient. Le retour à un climat de confiance et la pratique du travail en commun portent en eux les conditions favorables à la future disparition de ces divergences, du moins peut-on l'espérer.

Le second facteur est le processus interne à la gauche abertzale dite «officielle» ces derniers mois, ayant abouti à la création de la nouvelle formation Sortu. C'est une étape supplémentaire et — espérons-le — décisive dans le chemin de l'affranchissement par le politique de sa tutelle militaire au sein du mouvement basque. De l'abandon des principes de KAS à l'Alternative dite «démocratique», puis aux nouveaux pas franchis lors des accords de Lizarragarazi, des principes de «Orain Herria, Orain Baska», des diverses déclarations s'étant succédé entre l'échec des négociations de Loliola et aujourd'hui, à la motion «Zutik EH» enfin, l'équilibre constant a fini par laisser le champ libre à la seule action civile et politique. Ce processus est assurément la marque d'un mouvement qui se met en phase avec les réalités du Pays Basque d'aujourd'hui. Dommage que cela ait pris autant de temps, mais c'est une évolution à saluer, à accompagner, ne serait-ce que pour favoriser son irréversibilité.

### El camino se hace al andar

Machado disait que le chemin se crée en marchant. Ce n'est pas parce qu'ETA semble sortir du jeu que le conflit basque est réglé, ni même que tout ce qui posait problème au sein du monde abertzale a disparu. Mais les dynamiques peuvent être souvent plus fécondes par elles-mêmes et en s'auto-alimentant, que les grandes décisions les plus solennelles. Il ne s'agit plus de porter un message politique conditionné par des intérêts d'une autre nature, surtout militaire; il s'agit désormais de porter un message



politique pour les intérêts propres de ce dernier, cela nécessitant d'être en phase avec ce que la population est capable d'entendre et cela au risque de disparaître du terrain politique, maintenant le seul à disposition puisque le terrain militaire a disparu. Et sur ce terrain qui est celui du bon sens, libéré de tout dogmatisme parasite mais sans pour autant sacrifier la radicalité sur l'autel du pragmatisme, tous les abertzales finiront peu à peu par se retrouver sur les mêmes bases. C'est en tout cas le pari que je me plais à faire. Cela prendra encore du temps, plus qu'il n'en faut à des graines de litchee pour fleurir en une belle plante (NDLR: environ quatre mois en arrosant bien), mais moins qu'à un ministre français pour reconnaître un autocrate.

Le chemin sera long, mais il le sera d'autant moins que le monde abertzale aura su prendre le temps nécessaire à un aggiornamento commun. Pas besoin de dossiers soporifiques, encore moins de procès sur qui a fait quoi ou est responsable de telle situation, pas besoin non plus de déterrer le valeureux notaire labourdin Xurio pour en rédiger des actes en bonne et due forme, pour solde de tout compte. Mais poser sereinement sur la table les grandes questions encore en suspens et voir ce qui peut nous rassembler sur un chemin commun me paraît opportun.

### Vers des assises du mouvement abertzale ?

Ces questions ne manquent pas: projet institutionnel pour Iparaldea, stratégies électorales et notamment politique d'alliances, logiques de construction nationale, conception de la territorialité, de l'autodétermination et du conflit basque en général, projet politique et notamment équilibre entre thématiques abertzales et questions sociétales dans le message à délivrer au quotidien... Au-delà du message, la pratique et les cultures politiques sont aussi à clarifier: absence de velléité de leadership, lien avec Hegoalde et les partis locaux (notamment avec Sortu et Aralar), question des moyens matériels et humains, et bien sûr avenir organisationnel de la gauche abertzale d'Iparaldea...

La stratégie politico-militaire était loin d'être le seul point de discorde, les autres mettront du temps à se résoudre. Mais moins on mettra de temps à lancer ce grand débat, plus vite le fossé entre tendances abertzales achèvera de se combler. Intuitivement, et si rien ne vient bouleverser le contexte surgi ces derniers mois en Pays Basque, je suis sûr que les esprits seront mûrs dans moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. Car comme le dit le fameux dicton bantou: «*ingnabe m'bumalawe gawani etiam tutiaz sagu*» (intraduisible mais tout y est dit).

●●● et réjoui qu'aux élections législatives du 24 février en Irlande du Sud, le Sinn Féin, avec 10% des voix et 14 députés, ait triplé son nombre de sièges au Dail de Dublin, score que le parti n'avait pas atteint depuis les années 50. Pas encore de quoi figurer au Guinness book of records, mais suffisant pour fêter ça à la Guinness.

●●● et réjoui doublement que Gerry Adams, emblématique leader du Sinn Féin, ait réussi son transfert du Nord au Sud en se faisant élire, plus aisément que prévu, député dans le comté de Lough, jouxtant l'Ulster. Adams peut rêver du retour du paradis perdu.

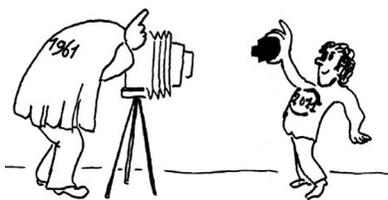
●●● pas tant que ça qu'un accord de partenariat ait été signé entre la FNSEA, l'APCA (Assemblée Permanente des Chambres d'Agricultures) et RFF "en vue de fixer les règles de bonnes conduites lors des études à mener pour les grands projets ferroviaires". Qu'un blé impur fleurisse nos sillons!

●●● que la maison Dior vire son créateur John Galiano pour ses propos anti-sémites. Après le prêt-à-porter, le prêt-à-déporter.

●●● pas tant que ça de la déclaration de François Baroin en défense de MAM: "Michèle Alliot-Marie n'a pas perdu sa légitimité à St-Jean-de-Luz". A Tardets, c'est Aurore Martin qui n'a pas perdu la sienne... mais le prix du terrain n'est pas le même!

●●● et attristé de la mort d'Annie Girardot. Tartaro se souvient qu'elle avait joué à Biarritz au profit de Seaska. Elle fumait pas, elle buvait pas, elle draguait pas, mais elle causait pour l'euskara!

●●● qu'à peine sept mois après sa formation Solidaritat Catalana vole en éclats avec le départ de son fondateur Joan Laporta mis en minorité sur sa proposition d'alliance avec ERC pour les élections municipales à Barcelone. Pablo Casals, lui, savait jouer avec une corde en moins.



# Le logement en Pays Basque Nord

Après la photographie démographique de Pierre Laborde et le dossier emploi de Peio Olhagaray, voici cette semaine le troisième volet de notre radioscopie des 50 dernières années en Iparralde. Jean-Marie Etxart nous parle des bouleversements subis par le logement en 50 ans.

Il y a un peu plus de 50 ans, l'abbé Pierre s'insurgeait contre les conditions d'habitation des personnes vivant dans les bidonvilles, ou s'entassant dans des logements précaires ou insalubres. Des bouleversements se sont produits au cours des années suivantes. Les logements ont été construits par milliers, sans toutefois parvenir à satisfaire les besoins. L'accès à un logement demeure difficile pour nombre de nos concitoyens; c'est aussi le cas en Pays Basque. Nous allons aborder ci-après quelques aspects de la question.



## Jean-Marie Etxart

Diplômé de l'Ecole Spéciale des Travaux Publics de Paris.

Après 10 ans dans des entreprises de BTP (encadrement et chef d'agence) dans le grand Sud-Ouest, Jean-Marie Etxart a été pendant 25 ans directeur du PACT, organisme d'amélioration de l'habitat (urbanisme, architecture, financement du logement, insertion, gestion locative) en Pays Basque.

## Une production soutenue

### ● Nombre de logements

(Source INSEE)

Recensement	1968	1975	1982	1990	1999	2007
Ensemble de logements	77.963	93.560	109.442	127.022	146.441	167.883
Résidences principales	63.210	72.493	83.824	95.543	110.573	125.931
Résidences secondaires	9.485	13.709	17.786	23.252	26.997	35.345
Logements vacants	5.268	7.358	7.832	8.227	8.871	6.607

Le rythme moyen d'accroissement du nombre de logements est de l'ordre de 16% (20% entre 1968 et 1975, 17% entre 1975 et 1982). La part des résidences principales a diminué. Elle est passée de 81% en 1968 à 75% en 2007 (et aussi en 1999 et 1990).

Alors que les résidences secondaires ont progressé régulièrement. Elles représentaient 12% du nombre total de logements en 1968 et atteignent en 2007, 21%. D'importantes disparités apparaissent suivant les zones géographiques.

### ● Progression du nombre total de logements entre 1968 et 2007

Canton St Pierre d'Irube	+ 270%
Canton Ustaritz	+ 271%
Canton St Jean de Luz	+174%
Canton Hendaye	+166%
Canton Hasparren	+75%

Le nombre de résidences principales a même légèrement diminué dans une ville de la Côte Basque entre 1999 et 2007

## Une surconsommation foncière et une faible densité d'habitat

L'action publique a été peu présente pour organiser, maîtriser ou réguler le développement de l'urbanisation. Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ou les Zones d'Aménagement Différé (ZAD) auraient pu jouer un rôle plus important. Dans les documents d'urbanisme, les zones constructibles ont été largement ouvertes, sans au préalable mettre en place des équipements.

En zone périurbaine, le tout à l'égoût n'est pas très répandu. Le recensement INSEE 99 pointe près de 25.000 résidences principales non raccordées au réseau tout à l'égoût. Indépendamment du fait de la faible performance des filières anciennes d'assainissement non collectif sur les terrains argileux, peu filtrants, et des pollutions qu'elles entraînent, une maison non raccordée au tout à l'égoût, doit être érigée sur un terrain suffisamment grand (1.500 à 2.000m<sup>2</sup>), d'où, une très faible densité d'habitat (5 loge-

ments à l'hectare en zone peu urbanisée). Cet habitat est d'ailleurs constitué essentiellement de maisons individuelles (85% des résidences principales, cf CDPB 2001). Une étude préalable à la mise en place du SCOT de l'agglomération BAB, portant sur 56 communes révèle qu'entre 1977 et 1998, 2890 hectares ont été urbanisés, pour y construire 50.654 logements (17,50 logements à l'hectare) incluant aussi les constructions collectives au cœur de l'agglomération.

Le Programme Local de l'Habitat de l'Agglomération Bayonne, de 2002 indique une consommation foncière en progression sur 10 ans, de 22% au Sud de l'Adour (canton de St Pierre d'Irube élargi) et de 14% au Sud de la Nive (secteur d'Ustaritz).

Avec l'augmentation continue du prix des terrains, la logique aurait voulu que l'on densifie l'habitat.

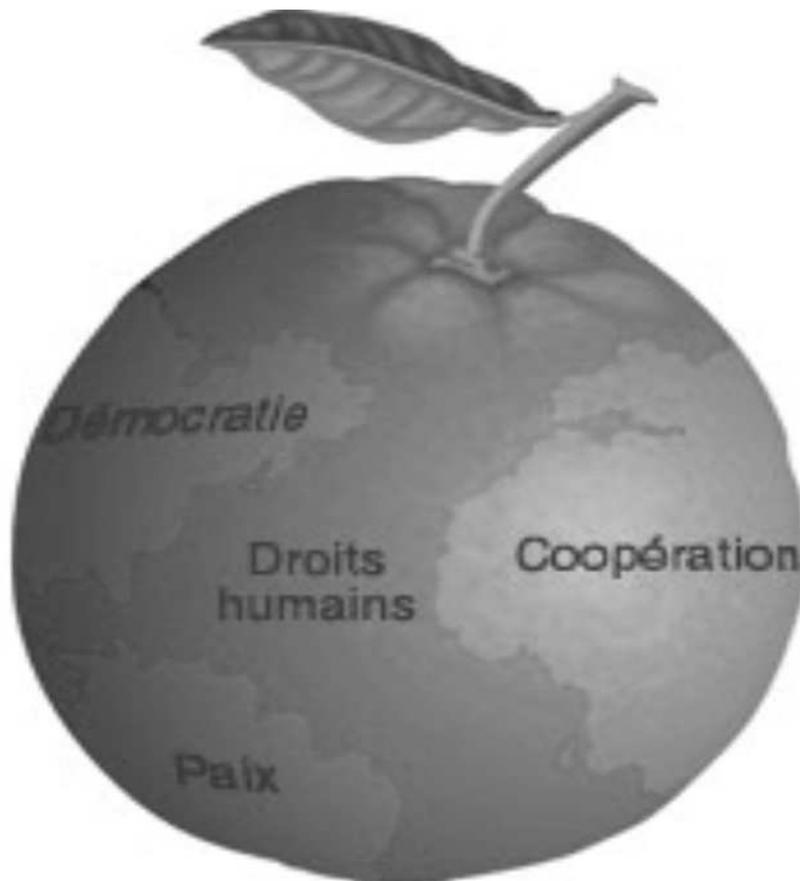
2011KO MARTXOAREN 10AN

GOGOETA, EZTABAIDA ETA FORMAKUNTZA TRESNA

JEAN GADREY, PROFESSEUR EMERITE D'ECONOMIE, MEMBRE DE LA COMMISSION STIGLITZ SUR LES NOUVEAUX INDICATEURS DE RICHESSES

## Adieu à la croissance

Bien vivre dans un monde solidaire



Le vendredi 18 mars à 19h00, au local de la Fondation Manu Robles-Arangis, à Bayonne, vous pourrez participer à la visio-conférence de Jean Gadrey, professeur émérite d'économie, collaborateur d'Alternatives Economiques, membre du Conseil Scientifique d'ATTAC, membre de la Commission

Joseph Stiglitz sur les nouveaux indicateurs de richesses. A une semaine de la conférence Jean Gadrey, l'auteur de "Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire" répond aux questions d'Alda!

Comment et pourquoi l'économie a souvent fait abstraction des limites de la planète et de la réalité qui nous entoure ? Les économistes n'ont pas été les seuls à être aveugles ! Mais il est vrai qu'ils ont joué un rôle en tant que prêtres officiels de la religion de la croissance, une religion dont les

papes ont d'abord été les grands acteurs du capitalisme, et les évêques les spécialistes de la publicité, du marketing et du crédit.

C'est cette sainte alliance des dévots et des dealers de la croissance qui a conduit à une addiction de masse.

Mais cette dernière fait tellement de ravages que de plus en plus de citoyens commencent à dire : "Dégage la croissance !" Parlons de bien vivre et de solidarité, du mieux-être et non du plus avoir".



"Garapenaren erreligioaren promozioa ekonomialariek egin dute, baita kapitalismoaren aktore haundiek, publizitate eta marketin-lariek bai eta kredituaren errexleek..."

Baina garapenaren kalteak gero eta gehiago agerian direnez, ongi bizitzea eta elkartasuna garapenaren ordezkariak dira!"

Quand le discours dominant ne jure que par "seule la croissance permet la création d'emplois"... Que veut dire l'économie sans croissance ?

Dans le livre "Adieu à la croissance", je ne fixe en aucun cas de norme du type «croissance zéro», ce qui reviendrait à continuer à prendre la croissance comme boussole. Je montre d'abord que la poursuite dans la voie de la croissance est une dangereuse impasse. Les preuves sont ici multiples et convergentes.

### Améliorations qualitatives

Ensuite, mon objectif est d'envisager la possibilité d'une autre trajectoire, sans croissance quantitative, mais avec nombre d'améliorations qualitatives (qualité de vie, de l'emploi, des produits, réduction des inégalités) et dans le respect des limites de la nature. Et je montre que cette autre voie serait nettement plus favorable à l'emploi que le productivisme actuel.



Jean Gadrey

Pourquoi ? Parce que la plupart des processus de production «propres», les plus doux avec la nature (plus doux aussi en termes de conditions de travail)... exigent plus de travail (que les productions polluantes et surexploitant les ressources naturelles) pour produire les mêmes quantités, mais d'une tout autre qualité.

Les exigences écologiques et sociales sont bonnes pour l'emploi, contrairement au productivisme en vigueur.

Exemple : il faut environ 30 % d'emplois en plus dans l'agriculture biologique pour produire les mêmes quantités de fruits, légumes, céréales, etc.

Et cette réorientation n'est pas bonne seulement pour l'environnement et pour l'alimentation, elle l'est aussi pour les conditions de travail et la santé... des agriculteurs eux-mêmes.

### Coupler exigence écologiques et sociales

N'oublions pas d'ailleurs de coupler systématiquement exigences écologiques et sociales. Pour deux raisons.

✓ La première est que nombre de besoins sociaux légitimes et éco-compatibles restent largement insatisfaits, par exemple en faveur de logements décents (et écologiques) pour tous, ou de l'éducation, de la santé, des services aux personnes âgées et à la petite enfance, aujourd'hui menacés de fortes restrictions qui entravent le développement humain.

✓ La seconde raison, essentielle, est que le nouveau modèle ne pourra pas s'imposer s'il laisse en chemin une fraction de gens, donc si l'on ne réduit pas fortement les inégalités pour que tous puissent accéder à ces biens et services de haute qualité et haute durabilité, forcément plus chers que leurs homologues issus du dumping social et écologique et du productivisme destructeur.

**Quelle transition nécessaire devra être mise en place entre le modèle économique dominant, et celui que vous préconisez ? Bref, comment s'y prendre pour faire du "vivre et travailler au pays" souhaité par la majorité... une alternative crédible compte tenu des obstacles existants ?** En effet, un autre modèle économique, social et écologique ne va pas s'imposer

immédiatement. La question de la transition est cruciale.

Par exemple, s'il n'y a aucune croissance en France en 2011 ou 2012, il est certain que le chômage va progresser car nous sommes encore dans le libéral-productivisme et ce dernier ne va pas disparaître instantanément.

Mais cela fait des années qu'on utilise cet argument pour repousser à plus tard la conversion écologique et sociale indispensable, alors qu'il y a urgence à l'engager.



*"Garapen eredutik kanpo ateratzeko trantsizioak, lurrade ezberdinetako iniziatibei esker errotzea lortuko du! Ber denboran, Europa edo Mundu mailan finantzaren herritar kontrola beharrezkoa ukanen du ekonomia bere tokian, hots tresna xume baten tokian ezarriko duen trantsizio horrek!"*

Certaines politiques peuvent avoir des effets plus rapides que d'autres dans cette bifurcation, mais toutes doivent être menées, et vite.

Il est clair qu'un nouvel urbanisme mettra des décennies à produire des villes conviviales et en général plus denses, mais on peut déjà mettre en place des transports collectifs améliorés pour anticiper l'après-pétrole et des politiques de réhabilitation écologique du bâti.

Je connais de bons exemples de communes qui ont pris de l'avance dans la construction de logements sociaux à basse consommation d'énergie et d'eau, ce qui réduit d'autant les charges locatives et la précarité énergétique. Ou qui ont mis en place des transports collectifs gratuits.

Autant d'exemples où l'écologique et le social se rejoignent.

Il faudra aussi du temps pour convertir l'agriculture productiviste en agro-écologie de proximité, les circuits longs en circuits courts, les usines à vendre en commerces de proximité, les énergies polluantes en énergies propres.

Mais cela a déjà commencé et il faut amplifier ces mouvements en y mettant le paquet tout de suite.

Dans ma région, qui est la moins boisée de France, un ambitieux «plan forêt», qui a commencé, vise à doubler la surface boisée en trente ans et à réconcilier agriculture et boisement (l'agroforesterie), sans verser dans le productivisme.

### Economie du prendre soin

Il me semble qu'en cinq à dix ans, on pourrait, si on le voulait, en finir vraiment avec le culte de la croissance et privilégier une économie du «prendre soin», une économie douce mais riche en emplois de bonne qualité.

### Réseau de promotion d'initiatives prometteuses

Enfin, une autre condition de succès de cette transition serait de la promouvoir à tous les niveaux : en bas, localement, sur des territoires et avec des acteurs volontaires, pour la diffusion en réseau des initiatives prometteuses.

### L'économie, un simple moyen parmi d'autres

En haut (nationalement, en Europe et dans le monde) pour reprendre le contrôle du citoyen de la finance et d'autres biens communs vitaux, et définir des règles économiques justes et des indicateurs de progrès social, humain et écologique remettant l'économie à sa place : celle d'un simple moyen, parmi d'autres.

### Complémentarité de la lutte "en haut et en bas"

Car ce qui émerge «en bas», si remarquable soit-il, sera freiné voire détruit si rien ne change «en haut».

Mais à l'inverse, pour que cela change «en haut», rien ne vaut les mobilisations citoyennes ancrées sur tous les territoires.



Mintzaldia, martxoaren 18a, ostirala 19:00etan, Baionako MRA Fundazioan

**Vendredi 18 mars à 19h00**  
à la Fondation Manu Robles-Arangiz 20 rue des Cordeliers à Bayonne

**VISIO - CONFÉRENCE**  
avec Jean Gadrey

Professeur émérite d'économie  
collaborateur d'Alternatives Economiques,  
membre du Conseil Scientifique d'ATTAC  
membre de la Commission Joseph Stiglitz sur les nouveaux indicateurs de richesse



**"Adieu à la croissance !"**  
La croissance n'est pas la solution, c'est un problème.  
Elle est aujourd'hui devenue un facteur de crise,  
une menace pour la planète et un obstacle au progrès.

Entrée libre. Renseignements et inscriptions au 05 59 25 65 52 ou à info@bizimugi.eu  
Sartzea uririk, xehetasunak eta izen emateak 05 59 25 65 52an edo emailaz: info@bizimugi.eu

Organisé par Bizi ! et la Fondation Manu Robles-Arangiz Institutuak antolatutik.

**bizi!** MANU ROBLES-ARANGIZ INSTITUTUA

www.bizimugi.eu www.mrafundazioa.org

## Distantziaren ondorioak!

Ameikanoa

Erraiten eta onartzen da, umorea gai guzietan egiten ahal dela... baldin eta elementu bat errespetatzen bada!

Elementu garrantzitsu hori, distantzia deitzen da.

Alde batetik distantzia denboraren ikuspuntutik!

Iraganeko edo duela bulta bat pasatutako gaitzei buruz arintasun gehiagorekin hitzegitea ausartzen gira... bezperan gertatu denarekin konparatuz!

Beste aldetik distantzia geografikoa: urrun gertatzen diren ezbeharretaz fiteago eta errexago umorea eta irri ixtorioak ateratzen dira.

Adibide baten emaitako, 2001eko urte bukaeran, Ipar Amerikako umore egilerik ez zen atxemanen, ber urtean irailaren 11an gertatukoari buruz txisterik kondatzeko.

Alta, ber urtean, ipar amerikar irri ixtorio kondatzaleek ez zuten arazorik nolabaiteko arintasunarekin munduan zehar (lurralde Palestinar okupatueta, besteak beste) hainbat sarraski bizi izan zituzten guneetat arizaiteko!

Eta garaian, seriotasunez erraiten bazen "2011ko irailaren 11an, zinez XXI. mendean sartu zela mundua"... gaur egun, 10 urteren distantziak, eta esperientziak, laguntzen dute maila esberdinetan edo erregistro ezberdinetan ber gertakariaren aipatzen!

Ea ba, guk ere, umoristek edo zirtolariek bezala gure militante bizian, hunkitzen gaituzten gertakarietara jendarteak dituen distantzia ezberdinen ondorioak menperatzen ditugun.

Ez denetaz irri egiteko, baina hobeki ulertzeko, senditzeko eta kudeatzeko gutarik urrun (ikuspuntuz, geografikoki, etab.) direnen iritzi, ohar eta jokamoldeak.

□

## POLITIQUES SOCIALES.NET

Pour suivre l'évolution des politiques sociales dans le cadre de la mondialisation

# Réduire les inégalités

**Pour vivre bien, vivons égaux ! (Deuxième partie)**

Extrait de l'analyse du livre "Spirit Level". "Démonstration chiffrée à l'appui, deux spécialistes britanniques affirment que l'inégalité des revenus est le principal obstacle à la santé et au bonheur des habitants des pays développés."

### Le calcul des plaisirs et des peines

Un tel souci de démonstration n'est pas passé inaperçu : en plus du succès du livre, un mouvement s'est développé en Angleterre autour des perspectives politiques qu'il ouvre.

Les deux chercheurs ont créé un site sur le Net, «Equality Trust», chargé de promouvoir les idées de réforme sociale allant dans le sens voulu. À la veille des élections du 6 mai 2010, 430 candidats aux élections parlementaires britanniques avaient signé l'Equality Pledge (Pacte pour l'égalité) proposé par R. Wilkinson. À bien des égards, son plaidoyer pour l'égalité tombe à pic : l'époque n'est-elle pas, même en Angleterre, à la critique du libéralisme échevelé ?

Mais cet enthousiasme n'est évidemment pas unanime. Il y a toutes sortes de raisons pour trouver que l'égalité est un objectif horripilant, contraire à la liberté, archaïque, etc. Des commentateurs peu amènes ont vu en R. Wilkinson une sorte de communiste attardé, ou de militant de la décroissance. En fait, selon Christophe Bouillaud (IEP-Grenoble), *The Spirit Level* n'est pas un ouvrage gauchiste, mais utilitariste et positiviste, en ce sens qu'il ne pose pas une utopie politique, mais s'appuie sur le calcul des plaisirs et des peines : que cela plaise ou non, l'égalité serait efficace parce que permettant de considérables économies sociales.

### Faire confiance à cette démonstration ?

La vie serait simple si un peu de science suffisait à identifier la cause de tous nos malheurs.

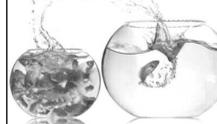
La science de K. Pickett et R. Wilkinson n'est pas à l'abri de tout soupçon. D'abord parce que, comme on l'écrit souvent, corrélation n'est pas raison : plus d'un critique a fait remarquer que l'on ne peut pas assurer que les inégalités sont les

## The Spirit Level

Why Equality is Better for Everyone

Richard Wilkinson and Kate Pickett

"A big idea, big enough to change political thinking" *Sunday Times*



causes effectives des problèmes sociaux des pays développés. K. Pickett et R. Wilkinson ont répondu à cela : en sciences sociales, les causes ne sont jamais démontrées, elles sont vraisemblables, et ils n'en voient pas d'autres.

En fait, il y a plus grave. Parmi les reproches adressés à ce livre, on trouve des invectives, mais aussi des arguments très ciblés. Ainsi, le biologiste Michael Sargent<sup>(2)</sup> a signalé des oublis sélectifs dans ces travaux, notamment celui des taux de suicide, très élevés précisément au Japon et dans les pays scandinaves considérés comme vertueux. Peut-on dire que l'on vit bien dans un pays où l'on se suicide beaucoup ? Toute la thèse serait-elle fondée sur des analyses douteuses ?

C'est ce qu'un internaute surnommé Tino affirme bruyamment dans un blog de bon niveau<sup>(3)</sup> où il écrit que «*the Spirit Level is junk science*» (de la «science pourrie»). Selon lui, les deux auteurs ont soigneusement fait leurs courses : ils ont retenu les indicateurs qui convenaient à leur propos et négligé les autres. Selon Tino, les données de l'OCDE portent sur près de trente pays et non une vingtaine. Les écarts de revenus exprimés en coefficients de Gini ne donnent pas la corrélation de base observée par K. Pickett et R. Wilkinson entre espérance de vie et inégalités. Le rapport n'existe simplement pas, ou bien il est inverse.

Les auteurs lui ont répondu qu'il se trompait.

Mais laissons là : la discussion, à ce niveau, relève du spécialiste, et l'on voudrait bien que ces derniers se décident à prendre le sujet à bras-le-corps afin de nous éclairer un peu mieux sur la valeur de ce livre, qui ne peut laisser indifférent.

□

<sup>(2)</sup>Michael Sargent, «Why inequality is fatal», *Nature*, n° 458, avril 2009.

<sup>(3)</sup><http://super-economy.blogspot.com/2010/02/spirit-level-is-junk-science.html>

# Des chiffres et des mots

En plus de tenir un rôle demandant rigueur et organisation, les trésoriers d'associations doivent savoir communiquer

**Chargé du suivi des comptes de l'association, le trésorier a un rôle qui demande rigueur et organisation. En cas de faute, sa responsabilité peut être engagée. Mais c'est aussi une fonction qui demande de savoir communiquer.**

Tenir les comptes, c'est d'abord suivre les entrées et les sorties au travers du journal dépenses-recettes, base de toute comptabilité. Chaque écriture doit être justifiée par une pièce comptable, ce qui impose de les obtenir, de les rassembler, les classer, les conserver.

## Veto ?

Le trésorier est le personnage vers lequel on se tourne régulièrement dès qu'il s'agit de fonctionnement et d'activités. Malheureusement, son rôle est assez ingrat dans la mesure où il ne doit pas hésiter à freiner les ardeurs des membres de l'association, voire à poser son veto à un projet enthousias-

mant mais mal venu d'un point de vue financier. C'est pourtant là qu'il joue pleinement son rôle : les projets doivent s'inscrire dans le temps en fonction des possibilités matérielles de la structure. C'est au trésorier de calculer les conséquences et implications d'une nouvelle activité ou du développement d'une activité existante. Sur la base d'hypothèses et de simulations budgétaires, le trésorier apporte les éléments essentiels à une prise de décision responsable.

## Communiquant

Un bon trésorier ne peut se limiter à une approche comptable. En interne, il doit savoir se faire comprendre. Les adhérents ont parfois du mal à appréhender les impératifs de gestion qui exigent de retenir les dépenses immédiates pour mieux assurer celles à venir. En externe, il doit convaincre. Les banquiers, les fournisseurs, les financeurs seront rassurés par un langage clair, appuyé par des documents lisibles et concrets, preuves de l'existence d'une véritable gestion.

Des outils comme les comptes de résultat prévisionnel et le plan de trésorerie sont en ce sens des outils de communication autant que de gestion.

## Faute de gestion

En principe, les dirigeants d'une association n'engagent pas leur responsabilité personnelle quant aux dettes de l'association. Cependant, si ces dirigeants autorisent une dépense inconsidérée que l'association en peut pas payer, cela peut être considéré comme une faute de gestion et leur responsabilité peut être mise en cause. De même si les dirigeants n'informent pas le conseil d'administration et l'assemblée générale des difficultés financières de l'association. Le trésorier qui a connaissance de tous les mouvements financiers est donc particulièrement concerné par ce risque et les adhérents pourront lui reprocher de les avoir pas ou mal informés.



## L'Agenda de la Fondation

Visio-conférence organisée par Bizi! et la Fondation Manu Robles-Arangiz

"Adieu à la croissance !" avec Jean Gadrey



Vendredi 18 mars à 19h00, à la Fondation Manu Robles-Arangiz, 20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne.

La croissance n'est pas la solution, c'est un problème.

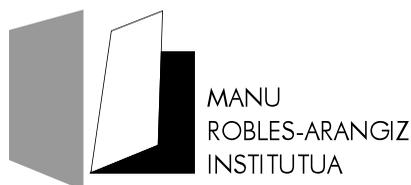
Elle est aujourd'hui devenue un facteur de crise, une menace pour la planète et un obstacle au progrès.

Cette visio-conférence sera animée par **Jean Gadrey**, Professeur émérite d'économie collaborateur d'Alternatives Economiques, membre du Conseil Scientifique d'ATTAC membre de la Commission Joseph Stiglitz sur les nouveaux indicateurs de richesses.

Entrée libre, renseignements et inscriptions au 05 59 25 65 52 ou à [info@bizimugi.eu](mailto:info@bizimugi.eu)



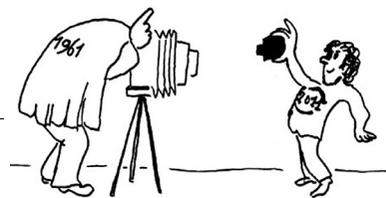
**Alda!ren bloga :**  
[www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)



MANU  
ROBLES-ARANGIZ  
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
**Ipar Euskal Herriko arduraduna**  
Txetx Etcheverry  
**Alda!ren koordinatzailea**  
Xabier Harlouchet



A titre d'illustration, sur un même terrain de 5.040 m<sup>2</sup>, qui autorise la construction de 2.520

m<sup>2</sup> de plancher (SHON), les densités peuvent différer suivant le type de bâti.

(Source Agence d'urbanisme)

Ainsi, 36 logements répartis dans 6 petits immeubles consomment deux fois moins de foncier que 30 maisons individuelles.

Ces derniers temps, le souci de mieux utiliser l'espace se renforce. On préfère parler de ménagement de territoire plutôt que d'aménagement. Le chemin sera long, avant que ne se généralise l'utilisation optimale des sols, car de lourds investissements préalables sont nécessaires (égoûts...).

Nbr. de logements	Type de construction	Emprise au sol	Population à l'hectare	Nombre de logements à l'hectare
36	Immeuble-tour R+8	6%	151	71
36	6 immeubles R+2	17%	151	71
36	6 maisons individuelles +4 immeubles R+3	24%	167	71
30	30 maisons individuelles	33%	155	60

## Manque de mixité et de fluidité

En périurbain ce sont surtout les propriétaires qui ont construit, pour y habiter eux-mêmes, des grandes maisons, sous

occupées après le départ des enfants. Le logement locatif y est rare et insuffisant pour satisfaire la demande. Le parcours résiden-

tiel ne peut se faire sur la zone. Le demandeur d'un logement locatif doit migrer vers la ville.

## Le logement locatif social

Il est porté par les organismes HLM, qui maîtrisent la chaîne, depuis la construction jusqu'à la gestion des locations. Des offices HLM sont adossés à des collectivités (communes, département...). D'autres sont structurés sous forme de sociétés anonymes, coopératives ou d'économie mixte.

Leur mode d'action est régi par la loi. Les logements sont soumis à un loyer plafond (5,10€/m<sup>2</sup> sur le littoral en PLUS) et les ressources des locataires à l'entrée dans le logement ne doivent pas dépasser un certain montant (revenu fiscal inférieur à 25.394€ pour un couple), mais ceci ne constitue pas un handicap, car près de 75%

des ménages du Pays Basque seraient éligibles à un logement social.

Pour compléter le dispositif, les opérations HLM bénéficient de subventions de l'Etat et des collectivités territoriales, mais aussi de prêts bonifiés puisés dans le livret A.

Le Pays Basque comptait en 2005, 11.300 logements publics sociaux.

## Une montée en régime irrégulière

Sur les 10.523 premiers logements livrés

Période de livraison	Nombre	Rythme annuel moyen
Avant 1960	671	—
1960 / 1975	4.091	256 l/an
1975 / 1990	2.514	167 l/an
1991 / 2005	3.247	216 l/an
	10.523	

La période 1960 / 1975 a été la plus fructueuse. Bayonne assure 68% de la production avec les grands ensembles de la rive droite de l'Adour ou de Mousserolles, Cam de Prats, Balichon ou Polo Beyris. Biarritz livre Pétricot et Parme et les premières réalisations émergent à St Jean de Luz, Urrugne, Hasparren, Cambo.

Dans la période de 1975 à 1990, l'évolution a été plus lente. Il fallait d'abord faire occuper les logements existants. En 1970 / 71 plusieurs

centaines de logements étaient inoccupés à Bayonne. Les nouveaux programmes ont été retardés, et n'ont été livrés qu'à la fin des années 70.

Après 1990, la production de logements sociaux s'est accélérée et les communes du littoral y ont largement contribué: Anglet 782 logements sur la période, Bayonne 372, Biarritz 458, Boucau 116, Ciboure 187, Hendaye 232, Saint-Jean-de-Luz 333, Urrugne 101.

## Un étalement géographique lent

Le développement du logement social a souffert d'une image négative, car on l'imaginait sous forme de grands ensembles de barres et de tours, occupés par une popu-

lation typée, venue d'ailleurs.

Les premiers logements dans le canton de Saint-Pierre-d'Irube ont accueilli leurs occupants en 1986, dans celui de Labastide-

Clairence en 1986, dans celui de Bidache en 1978, à Ciboure en 1986.

Depuis 1990, la couverture territoriale s'est généralisée.

## Accélération de la production à partir de 2005

Trois éléments ont profondément modifié l'environnement du logement social:

- La délégation des aides à la pierre par l'Etat à la Communauté d'agglomération BAB et au Conseil général. Les conditions de financement des opérations restent très encadrées par les textes, mais les Collectivités obtiennent des marges de manœuvre élargies pour définir les politiques d'habitat.

- L'Etablissement public foncier local (EPFL) est créé et doté de moyens pour procéder à des acquisitions foncières en partie réservées

à l'habitat.

- Le Plan d'urgence logement (PUL) est mis en place. Il réunit des fonds de l'Etat, du Conseil général, des Collectivités pour financer le surcoût foncier et permettre aussi aux opérateurs du logement social de finaliser les opérations. Son action est territorialisée sur 6 intercommunalités (agglomération Côte Basque Adour, Communauté de communes (CC) Sud Côte Basque, CC Nive Adour, CC Errobi, CC Hasparren, CC Bidache) et la Commune de Labastide Clairence.

Les objectifs du PUL sont ambitieux

PUL 2005 - 2008

Logements	PLAI très sociaux	PLUS sociaux classiques	PLS à loyer majoré
2.000	80	1.360	560
Soit par an			
500	20	340	140

PUL 2009 - 2013

Logements	PLAI très sociaux	PLUS sociaux classiques	PLS à loyer majoré
3.970	636	2.572	762
Soit par an			
794	127	514	152

(Suite page 10)





# Le logement en Pays Basque Nord

☞ (Suite de la page 9)

Les réalisations sont satisfaisantes. A ce jour, 87% des logements financés sur la première période ont été livrés ou sont en travaux (1.821 logements).

Pratiquement tous les logements (95%) PLAI et PLUS aboutiront. C'est en priorité les catégories qui correspondent le mieux aux attentes des demandeurs. Les logements PLS — dont le loyer avoisine 8€ par m<sup>2</sup> de surface utile — ne sont pas accessibles à une partie des demandeurs. Ils sont pour une part construits par des promoteurs privés.

La crise a ralenti la production en 2008 (275 logements financés) et en 2009 (327).

Elle a aussi modifié les comportements et conduit à des rapprochements entre les bailleurs sociaux et les promoteurs privés. Ces derniers, en possession de stocks de terrains et de logements, les ont proposés aux organismes HLM, en leur vendant, soit une partie du terrain, soit des logements construits en VEFA (Vente en Etat Futur d'Achèvement). Entre 2005 et 2009, 752 logements étaient financés en VEFA. La production de logements PLS a fortement augmenté. Les délégataires (ACBA, CG64) ont demandé aux bailleurs sociaux de prioriser les PLUS et PLAI à vocation plus sociale. Les promoteurs

privés continuent d'en produire, aussi à la demande des communes, car ils entrent dans le quota de 20% de logements sociaux exigé par la loi SRU. Néanmoins, pour un meilleur suivi, le Conseil général demande que la gestion en soit confiée à l'Agence Immobilière SIRES (adossée au PACT), et le PUL préconise qu'ils soient localisés, à l'avenir, sur le littoral, là où les prix des loyers libres sont très élevés.

La multiplication des opérateurs, tant chez les promoteurs privés que les bailleurs sociaux, amène de la concurrence et de la surenchère sur le prix du foncier.

En 2005 et 2006, l'Etat a consacré aux opérateurs du PUL, 3.029.000€ dont 37% au titre du surcoût foncier, le Conseil général respectivement 5.171.000€ et 20% et les collectivités locales 3.851.000€ et 30%.

La hausse des prix, sera-t-elle compensée par celle des subventions?

Parallèlement, les bailleurs complètent les plans de financement par les fonds propres qui sont forcément limités.

## Une forte demande locative insatisfaite

Ces dernières années, le nombre global de logements a augmenté de près de 3.000 par an; le taux de vacance a fortement diminué. Ces facteurs auraient dû améliorer l'offre. Et pourtant, la demande locative auprès des bailleurs sociaux demeure très forte: soit plus de 7.500 demandeurs en liste d'attente.

Le bassin de vie de Bayonne concentre 55% des demandes des Pyrénées-Atlantiques et Landes réunis.

Elles émanent pour 87% du Pays Basque. C'est la population locale, dont les salariés représentent 62%, qui n'arrive pas à se loger. Le niveau des ressources des demandeurs

est très inférieur aux plafonds réglementaires pour l'accès à un logement social. 75% ont des revenus inférieurs à 60% des plafonds. Les structures d'accueil d'urgence sont pleines et n'arrivent pas à libérer les hébergements pour accueillir de nouvelles personnes.

## Les résidences secondaires

### Une croissance soutenue

(Source INSEE)

	1968	1975	1982	1990	1999	2007
<b>Nombre de résidences secondaires</b>	9.485	13.709	17.786	23.252	26.997	35.345
<b>% par rapport à l'ensemble des log.</b>	12%	14%	16%	18%	18%	21%
<b>Croissance d'une période à l'autre</b>		+44%	+30%	+31%	+16%	+31%

### La progression du nombre de résidences secondaires entre 1968 et 2007

Localisation	Progression 1968/2007	Nombre en 2007	% de l'ensemble des logements
Ville d'Anglet	+362%	2.898	13%
Canton d'Ustaritz	+355%	1.206	12%
Canton d'Hendaye	+304%	7.508	35%
Ville de Biarritz	+279%	9.299	39%
Canton de St-Jean-de-Luz	+276%	8.722	42%
Canton de Mauléon	+151%	344	7%
Canton d'Hasparren	+141%	251	6,5%
Ville de Bayonne	+73%	852	3,5%

Le nombre de résidences secondaires a presque triplé sur la zone littorale (hors Bayonne / Boucau). L'attractivité de la région, le relais des

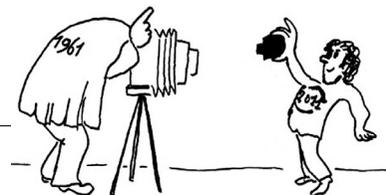
professionnels du tourisme sont des facteurs déterminants de ce développement. Les pouvoirs publics y ont aussi contribué par les ac-

La part des résidences secondaires a presque doublé passant de 12% à 21% de l'ensemble des logements. La progression de leur nombre d'une période à l'autre, est deux fois supérieure à celle des résidences principales (+ 15% en moyenne).

En réalité, le nombre de résidences secondaires est probablement supérieur, si on se fie à une enquête menée par une collectivité, qui avait révélé que 41% des logements portés vacants étaient en fait des résidences secondaires.

tions de la MIACA dans les années 1960/1970, par le Projet collectif de développement Elgarrekin vers 1990, qui a produit 1.000 lits touristiques en Pays Basque Intérieur, ainsi que le Projet Haute Soule Accueil.

Ces deux derniers programmes se situaient dans des zones où le marché du logement n'est pas tendu. Ils ont permis de sauver de la ruine des bâtiments délabrés.



**“La multiplication des opérateurs, tant chez les promoteurs privés que les bailleurs sociaux, amène de la concurrence et de la surenchère sur le prix du foncier.”**

## Le parc ancien privé et locatif

Au début des années 60, les conditions d'habitation étaient plutôt spartiates. Les immeubles en ville affichaient le panneau «*eau de source à tous les étages*». Les commodités se résumaient bien souvent à un WC sur le palier. Il y a eu une migration des habitants des centres ville vers les immeubles et les villas de la périphérie. S'y ajoutant l'exode rural, le nombre

de logements vacants et inconfortables s'est accru. La population du centre ancien de Bayonne (secteur sauvegardé) est tombée à 5.000 habitants, alors que du 18<sup>ème</sup> au début du 20<sup>ème</sup> siècle elle était de plus de 10.000 habitants. De nombreux immeubles abritaient un commerce en activité au rez-de-chaussée, surmonté de 4 ou 5 étages de logements vacants.

On a dénombré près de 1.000 locaux vacants en centre ville à Bayonne.

Le rapport Nora/Barre en 1975, signalait aux pouvoirs publics, la désertification du milieu rural, et la dévitalisation des centres urbains, et insistait sur l'obligation de réorienter les politiques du logement et requalifier les centres anciens et les logements existants.

### Les politiques d'amélioration de l'habitat

En 1977, naissent les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH). Elles se caractérisent:

- par une contractualisation entre l'Etat et les communes ou leur groupement.
- pour une durée déterminée de trois ans.
- en apportant aux propriétaires privés des subventions fortement majorées pour améliorer l'habitat des propriétaires ou des logements destinés à la location — notamment en recyclant les logements vacants.

Ces procédures d'OPAH ont eu un énorme succès en Pays Basque. L'une des premières

OPAH lancée en France, le fut à Bayonne en 1979. 350 logements locatifs, souvent vacants, y furent réhabilités sur la période de trois ans. L'OPAH de Soule s'enclenchait rapidement 170 logements locatifs y furent mis sur le marché. Au gré des Contrats de Pays, ou de revitalisation, les OPAH couvrirent le Pays Basque, les villes du littoral n'y furent pas en reste. Plus tard, les intercommunalités prirent le relais.

L'apport des OPAH a été déterminant dans la remise à niveau de l'état des logements. Il a permis de proposer des logements locatifs dis-

seminés sur l'ensemble du territoire, là où l'offre était quasi inexistante. Des ménages ont pu trouver sur place des choix d'hébergement. La reconquête des logements vacants a contribué au maintien de la population.

Il semble que les OPAH soient en fin de cycle. Les aides sont dorénavant orientées vers la résorption de l'habitat insalubre, et l'amélioration de la performance énergétique des logements. Ce sera probablement le déclin de l'offre de logements locatifs privés, à loyers maîtrisés, et disséminée sur l'ensemble du territoire.

## Concurrences multiples

### L'investissement locatif, défiscalisé et ses effets

Les logements locatifs sont pour près de 75% situés dans le parc privé.

Ces dernières décennies, ce parc s'est développé par la construction neuve, car soutenue par des dispositifs souvent affichés sur les panneaux de vente des promoteurs (Périssol, de Robien, Besson, Boorlo, Scellier).

Les acquéreurs bénéficient d'un avantage fiscal, (réduction d'impôt ou déductions du revenu foncier) estimé par des experts à une économie d'impôts de 15.000 à 18.000€ par logement. En contre partie, le propriétaire s'engage à louer le logement au moins pendant 9 ans et à un loyer plafonné. Ces loyers sont pour le dispositif Scellier actuellement en vigueur de 13€/m<sup>2</sup> sur la zone littorale+ CC de Nive Adour + Bassussary Arcangues Ahetze et de 10,60€ sur la zone rétro littorale. Le

dispositif de Robien a même proposé sur les deux zones réunies, le loyer à 15,05€/m<sup>2</sup>. Pour un couple, occupant un logement de 3 pièces (2 chambres) le loyer varie de 700€ par mois (10,60€/m<sup>2</sup>) à 1.000€/mois (15,05€/m<sup>2</sup>)

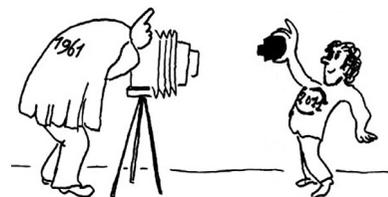
A ces prix, les logements ne sont pas accessibles à 80% de la population locale, si ce n'est pour une occupation temporaire en attendant une meilleure solution.

Le revenu moyen 2005, par foyer fiscal, de 16.299€ soit environ 2.000€ par mois, ne permet pas de subvenir à de tels loyers. Cette production, très importante en quantité, ne répond pas aux attentes et aux besoins de la population locale.

(Suite dernière page) ➔

Pour se loger on peut jouer collectif...





# Le logement en Pays Basque Nord

☞ (Suite de la page 11)

## L'accession à la propriété, intervention publique accrue

Dans les années 1960/1970 l'accession à la propriété s'est fortement développée sous ses différentes formes — immeubles collectifs — maisons individuelles en ou hors lotissements.

Elle était largement ouverte aux ménages modestes. Des prêts dédiés (PAP), une aide (APL) au remboursement du prêt, une inflation faisant évoluer les revenus plus vite que les charges, étaient autant d'éléments favorables.

Dans les années 80, la désinflation, la progressivité des taux des prêts, la cherté des terrains, en ont freiné la progression.

D'autres dispositifs ont vu le jour, comme le prêt à taux zéro, dont les remboursements sont modulables selon les ressources du demandeur. 817 ménages en ont bénéficié en 2005 dans l'arrondissement de Bayonne dont 60% en maison individuelles.

Plus récemment, le Pass-foncier, (issu des fonds du 1% logement), permet soit de payer le terrain plus tard, quand on aura payé la maison, soit en collectif, de bénéficier d'un prêt à remboursement différé. En outre, si une collectivité locale apporte une subvention, la TVA se trouve réduite à 5,5%. A la demande des financeurs, et pour contrer toute dérive spéculative, des organismes

comme les HLM s'engagent, en complément de leur production propre de logements locatifs, dans l'accession à la propriété. Ils s'inscrivent dans une logique sociale en ciblant des ménages dont les revenus se situent entre 2 et 3 SMIC par mois. Parmi les demandeurs inscrits auprès des organismes publics, le rêve de la maison individuelle s'estompe. Pour 40% d'entre eux le type de construction (individuel, collectif) est indifférent (cf étude Codra 2007).

La très forte augmentation du nombre de logements, ces dernières décennies, n'a pas réussi à satisfaire les attentes de la population. Les initiatives comme les acteurs sont nombreux et les efforts des collectivités sont à souligner. En a-t-on assez fait pour rechercher de la cohérence dans les bassins d'habitat, et élaborer des documents d'urbanisme (PLU) directifs. Le rédacteur de la mission gouvernementale, indiquait en 2003, le risque de juxtaposition de PLU, sans aucun cadrage, appelant les élus à s'engager. Le PLU permet, de réserver des emplacements pour assurer de la mixité sociale, d'imposer certains types de logements. Si des cahiers de charges précis affichent la politique de la collectivité, les professionnels



de l'immobilier doivent s'y conformer. Sur la partie littorale, la planification des opérations se fait par les Programmes locaux de l'habitat ( PLH ), ces procédures devraient être établies pour la zone intermédiaire. Par contre la planification des infrastructures ou des réseaux — comme l'assainissement collectif — a beaucoup de retard. Il s'agit d'investissements très lourds; si on ne les fait pas, on ne peut pas densifier l'habitat ni s'engager dans la maîtrise du coût du foncier ni envisager une baisse des prix des terrains, des loyers, des logements

Jean-Marie Etxart

## Sur votre agenda

### Martxo:

● **Vendredi 11, 19h, BAIONA** (Oihana ikastola). Conférence sur le début de Seaska et des ikastola.

● **Vendredi 11, 20h40, LUHUSO** (Salle Harri Xuri). Korrika kulturala: Musique et théâtre en euskara "Lapurdi 1609-2009".

● **Samedi 12, à partir de 17h, ITSASU** (Salle Sanoki). Korrika kulturala: Kukai dantza, Koldo Amestoy, théâtre en euskara "Gure bide galduak".

● **Dimanche 13, à partir de 17h, LUHUSO** (Salle Harri Xuri). Korrika kulturala: Théâtre avec Compagnie Maribisos et Tartean Konpainia.

● **Dimanche 13, 10h30, ANGELU** (Skate Park de La Barre). Itsas lamineen korrika au profit d'Integrazio Batzordea.

## La pression des Etats

**D**ÉCIDÉMENT, les Etats ne relâchent pas la pression sur la mouvance radicale. Sept des huit Segi présents à Ispoure ont été brutalement arrêtés entre le 1<sup>er</sup> et le 2 mars par la police française. Des élus qui les accompagnaient ont témoigné de la violence des policiers. Ceux-ci, cagoulés, ont intercepté les voitures, brisé des pare-brise, malmené les occupants, alors qu'aucune résistance ne leur était opposée. Les conseillers municipaux, ou régional comme Alice Leiciagueçahar, ont décidé de porter plainte. Dès mardi 2, la Cour d'appel de Pau statuait sur le MAE d'Eider Zuriarain,

avalisé, puis sur ceux frappant Bergal Mademaz, arrêté la veille à Bayonne, de Beñat Lizeaga et d'Aitziber Plazaoia, arrêtés la veille à Garazi. A part Eider tous les autres sont incarcérés. La seule rescapée, Irati Tobar, a été prise sous l'aile de trois élus, dont Kotte Ecenarro, conseiller général de Hendaye.

En Biscaye, quatre interpellations le 1<sup>er</sup> mars de membres présumés d'ETA, accusés d'une douzaine d'attentats, dont deux mortels. Après garde à vue au secret, ils ont été incarcérés le 5 mars, non sans avoir au préalable dénoncé les tortures qu'ils ont subies.

## Sommaire

### ● CAHIER N°1 ENBATA

Aggiornamento necessario per il mondo abertzale? ..... 3

Le logement en Pays Basque Nord. .... 4, 9, 10, 11 et 12

● CAHIER N°2 «ALDA!» ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr